

CONV 600/03

CONTRIB 269

NOTE DE TRANSMISSION

du: Secrétariat

à la: Convention

Objet: Contribution présentée par M. Dominique de Villepin, membre de la Convention et
Mme Ana Palacio, membre suppléant à la Convention :
- "Pour un renforcement de la coopération policière opérationnelle"

Le Secrétaire général de la Convention a reçu la contribution figurant en annexe de
M. Dominique de Villepin, membre de la Convention et Mme Ana Palacio, membre suppléant à la
Convention.

POUR UN RENFORCEMENT DE LA COOPERATION POLICIERE OPERATIONNELLE

A Maastricht, les missions de l'Union européenne ont été étendues à la lutte contre la criminalité. Outre son action en matière réglementaire, l'Union s'est dotée, depuis Amsterdam, d'instruments opérationnels pour agir sur le terrain de la lutte contre la criminalité : mise en place d'Europol et d'Eurojust, développement de la coopération policière et judiciaire. L'objectif d'une police européenne des frontières a été évoqué au Conseil européen de Laeken. Ces initiatives témoignent de la volonté des Etats européens d'agir conjointement. Pour être efficace, il faut désormais donner de la cohérence et de l'autorité à ces outils.

La proposition du groupe de travail "liberté, sécurité, justice", visant à rationaliser les structures de travail du Conseil chargées de la coopération policière, est à cet égard bienvenue.

Nous proposons, dans le droit fil des recommandations du groupe, de créer un comité de sécurité intérieure (COSI), à l'image du comité politique et de sécurité mis en place dans le domaine de la politique étrangère et de sécurité commune.

1. Le Comité de sécurité intérieure pourrait être l'enceinte opérationnelle chargée de la coordination en matière de coopération policière et de la sécurité aux frontières de l'Union :

- Assurer la sécurité au sein de l'Union, c'est pouvoir mobiliser, en toute confiance et de manière cohérente, tous les outils de la coopération policière.

Il s'agit de doter l'Union d'une structure qui ait une vue d'ensemble sur la coopération policière opérationnelle européenne.

Le Comité de sécurité intérieure pourrait être l'instance d'impulsion et de coordination des opérations de coopération policière bilatérales et multilatérales conduites en matière de renseignement et de détection d'infractions. Il est en effet souhaitable, tout en laissant les polices des Etats membres coopérer entre elles, de veiller à ce qu'au niveau européen, un organisme ait une vision d'ensemble des actions menées dans le cadre de cette coopération, et donne les impulsions nécessaires conformément aux priorités définies par le Conseil. Le COSI veillerait à ce qu'EUROPOL puisse, en tant que de besoin, apporter son concours aux opérations conjointes qui seraient organisées. Le COSI se substituerait à la "task force" police dont l'efficacité n'a, à ce stade, pas été démontrée.

Par ailleurs, le président du Comité de sécurité intérieure pourrait être membre du Conseil d'administration d'Europol, de même que le président d'Eurojust, ce qui serait un gage de cohérence, d'efficacité et de confiance.

- Assurer la sécurité aux frontières extérieures de l'Union, c'est pouvoir connaître la situation aux frontières, évaluer les besoins et intervenir si nécessaire.

Le Comité de sécurité intérieure pourrait être chargé de l'évaluation permanente de la sécurité aux frontières extérieures de l'Union, en lien avec la Commission, et avec l'aide d'experts permanents. Il pourrait faire un rapport régulier au Conseil JAI dans ce domaine.

Il pourrait être chargé de suivre la formation de policiers aux frontières et d'assurer les conditions d'interopérabilité des équipements.

En cas de défaillance de la surveillance aux frontières de l'Union, il pourrait décider la mobilisation d'équipes de polices de renfort.

En cas de crise aux frontières de l'Union, et à la demande du Conseil, le Comité de sécurité intérieure serait chargé de contribuer à la définition d'une opération d'intervention, de diriger et de contrôler l'opération.

2. Le Comité de sécurité intérieure serait composé de hauts fonctionnaires responsables de la coopération policière opérationnelle et placés au sommet de la hiérarchie policière, détachés de manière permanente à Bruxelles. Il serait présidé par un haut fonctionnaire de police, nommé par le Conseil JAI. Le président de ce comité serait rattaché au Secrétariat général du Conseil.

3. Le Comité de sécurité intérieure, ainsi défini et composé, aurait donc comme tâche principale le suivi et la coordination de l'application opérationnelle des instruments JAI dans le domaine policier, tant à l'intérieur de l'Union qu'en ce qui concerne la sécurité de ses frontières extérieures. En aucun cas le Comité n'interviendrait dans les débats à caractère législatif propres aux actuels Comités CATS et SCIFA.

4. Une enceinte de coordination dans le domaine judiciaire, qui serait chargée de préparer les décisions du Conseil JAI en matière de définition des priorités de l'action publique européenne, pourrait, par ailleurs, être mise en place.
